

Un bon conseil? Plus de femmes!

Publié le 20 août 2010, CYBERPRESSE et LA PRESSE AFFAIRES, p.3



Photothèque La Presse



[Stéphanie Grammond](#)

La Presse

Plus de femmes autour de la table du conseil d'administration. Voilà ce que réclame une coalition internationale d'investisseurs socialement responsables qui gèrent 73 milliards d'actifs.

Au Canada, Bâtirente et Vancity Investment participent à cette offensive concertée qui cible 54 sociétés dans le monde, dont sept au Canada.

Il s'agit du transporteur aérien West Jet, de la société de fonds communs CI Financial, du détaillant d'équipement de sport Groupe Forzani (Sport Expert), du producteur de pétrole et gaz ARC Energy, de la société aurifère Red Back Mining, de la société de technologies industrielles ABB Canada, ainsi que du spécialiste en gestion énergétique Schneider Electric Canada.

Ces entreprises ont toutes un point en commun: leur conseil d'administration ne compte qu'une seule femme... ou pas du tout. La liste n'est pas définitive.

D'autres sociétés pourraient s'y ajouter bientôt.

Il faut dire que les femmes n'occupent que 14% des sièges au sein des conseils d'administration des 500 plus grandes sociétés canadiennes répertoriées par le Financial Post, selon la version 2009 d'une enquête de la firme Catalyst.

Pour l'instant, les entreprises visées ont reçu une lettre de la part de la coalition qui leur demande de nommer davantage de femmes parmi les membres du conseil et de la haute direction. Dans un premier temps, la coalition veut lancer un dialogue avec les sociétés. Mais si les discussions achoppent avec les dirigeants, la coalition pourrait soumettre des propositions directement aux actionnaires lors de la prochaine assemblée annuelle des entreprises.

Les membres de la coalition sont tous signataires des Principes pour l'investissement responsable des Nations unies. Cette initiative découle de l'application des Women's Empowerment Principles qui ont été développés par le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) et du Pacte mondial de l'ONU.

Saine gestion

La diversité au sein d'un conseil d'administration et d'une équipe de direction «mène à de meilleures prises de décision et améliore la qualité de la gouvernance», estime Dermot Foley, analyste stratégique chez Vancity, coopérative financière de Vancouver.

C'est un «indicateur de la qualité de gestion», renchérit François Meloche, gestionnaire des risques extra-financiers chez Bâtirente. Selon lui, les sociétés qui accordent des rôles clés aux femmes bénéficient d'une plus grande diversité d'expertise et constituent un meilleur placement pour leurs actionnaires. «On juge que les sociétés qui ont des femmes au conseil peuvent mieux s'adapter au marché, aux consommateurs, aux employés», dit-il.

Bâtirente joue souvent un rôle d'actionnaire militant. Mais c'est la première fois que l'organisme qui gère la retraite des travailleurs de la CSN s'attaque de front à l'enjeu des femmes au sein des conseils d'administration.

Toutefois, cette question a souvent fait l'objet de propositions de la part d'autres actionnaires minoritaires, comme le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires (MEDAC), qui a déjà réclamé plus de femmes à la tête de la Banque Nationale, par exemple.

Le débat se déroule aussi au Parlement. En mars dernier, la sénatrice Céline Hervieux-Payette a déposé le projet de loi S-206 visant à assurer la parité entre les hommes et les femmes au sein des C.A. des sociétés par actions, des institutions financières et des sociétés d'État.